

AVIS DE TEMPETES

*Bulletin anarchiste
pour la guerre sociale*

.....
35 – 15 novembre 2020



| Vague à l'âme |

A juste distance. En cette période où les publicitaires connaissent une baisse d'activité libérant quelques panneaux de la propagande marchande, la capitale du pays ne pouvait manquer de saisir cette aubaine pour distiller la sienne au rabais. C'est ainsi qu'une salve d'injonctions municipales a fleuri ces derniers mois dans les rues saturées de crainte, dont l'une pourrait bien rendre perplexe jusqu'au plus insensible des télépathes chevronnés : « À Paris, on se salue sans se toucher. »

Que les petits potentats en charge du pouvoir entendent parler au nom de tous et de chacun est une chose entendue depuis longtemps, mais que leur pudeur s'affiche ainsi ouvertement valait bien un couvre-feu nocturne. Certes, la trajectoire flicosanitaire en matière de reconnaissance mutuelle ne fait après tout que suivre celle concernant le port du masque. D'inutiles en-dehors du personnel soignant lorsqu'ils étaient en pénurie, ils ont ensuite été conseillés en milieu clos et public uniquement lorsque la fameuse distanciation physique ne pouvait être tenue, puis rendus obligatoires *tout court* dans chacun de ces en-

droits, avant que l'air libre ne soit touché à son tour puis son usage étendu dès l'âge de six ans, pour être enfin en passe de s'imposer 24h/24 jusqu'aux domiciles privés, en tout cas selon le dernier voeu pieu martelé par les autorités. Après tant de mutations cahotiques du virus destinées à renforcer la disciplinarisation des sujets de l'Etat, nulle surprise à ce que les traditionnelles salutations souvent aussi convenues qu'embarrassantes n'empruntent la même pente. Passées dans un premier temps de lèvres et de bras devenus trop suspects vers une gymnastique ridicule jouant des coudes et des pieds, elles sont désormais sommées de répondre à un ordre excluant le contact physique avec tout corps étranger à la dite *cellule* familiale. Soit à ce fameux havre de paix qui porte si bien son nom.

Pourtant, malgré ce que peuvent en penser les esprits chagrins qui finissent invariablement par approuver les mesures d'Etat au nom du bien commun, non seulement le fait de *salue*r et de *toucher* ne s'oppose pas forcément, mais ce genre de petits gestes pourrait même à l'inverse faire oeuvre de salubrité publique une fois clarifié le qui et le quoi. En tout cas si

OCTOBRE 2020

début octobre, Barcelone (Espagne).

Un utilitaire de l'entreprise de sécurité *Securitas Direct* est détruit par les flammes. Revendiqué le 4 novembre en solidarité avec « *Mónica Caballero, Francisco Solar et toutes celles et ceux qui sont en lutte.* »

10/10, Chambéry (France). En Savoie, une première école doit fermer après qu'une poubelle enflammée ait endommagé porte et vitres d'une salle de classe vers 21h. Bis repetita le 31 octobre contre une seconde école qui perd provisoirement une salle de classe, puis le 8 novembre contre une troisième (avec des dégâts plus limités à cause de balances).

15/10, Berlin (Allemagne). Dans le quartier de Moabit sur le chantier d'un nouveau projet de bureaux *Europacity*, une grue mobile de 450 tonnes est incendiée dans la nuit.

15/10, Hambourg (Allemagne). Les vitres du nouveau projet immobilier *The Fizz* réservé aux étudiants friqués sont brisées, et idem pour deux voitures de luxe garées devant. Revendiqué en réponse à l'expulsion du Liebig34 à Berlin.

19/10, Saint-Donat-sur-l'Herbasse (France). En Drôme, l'incendie nocturne d'un véhicule touche le bâtiment attenant d'*Orange*, qui sert de point de raccordement aux abonnés. Internet ainsi que les téléphones fixes et mobiles sont fortement impactés dans les villages alentours.

l'on en croit quelques expériences d'actualité, comme celle qui illumine les nuits reconfinées dans les quartiers périphériques depuis plusieurs semaines, afin de saluer la flicaille à coups de pierres et de mortiers d'artifice. Ou encore celle des différents noctambules qui continuent d'envoyer leurs salutations les plus chaleureuses en touchant les si précieux réseaux de communication et de contrôle. Face à l'ennemi et à ses structures, le jeu individuel pourrait alors davantage être de trouver la distance adéquate pour exprimer un excès de vie plutôt que de les garder à tout prix en se pliant aux contraintes mortifères.

Exercices. A force de circuler d'un lazaret à l'autre comme des automates réduits à leurs fonctions de base pour échapper à une mort rodant sous forme d'un invisible agent infectieux, on en oublierait presque que cette dernière est déjà partout sans trop se planquer. Alors que le reconfinement de fin octobre précédé d'un couvre-feu était déjà dans l'air, des habitants du Doubs se sont par exemple rués sur leurs téléphones après avoir entendu près de 40 tirs d'obus de 120 mm tirés en quelques heures, non sans avoir été survolés par un défilé d'hélicoptères de combat. Il s'agissait en réalité de 400 misérables militaires américains, belges, britanniques et français qui procédaient à la huitième édition de leur exercice coordonné *Royal Black Hawk* en Franche-Comté, après avoir pris d'assaut en plein jour la citadelle de Belfort sous les yeux éberlués des passants. Un peu à l'image de cet autre exercice grandeur nature de combat en milieu urbain qui s'est déroulé début novembre, lorsque les commandos des forces spéciales se sont emparés de l'université, de l'hôpital régional et du commissariat d'Orléans, conduisant tout de même la préfecture à sortir un communiqué officiel demandant aux habitants de « *ne pas paniquer* ».

En cette mi-novembre toujours reconfinée, près de 600 militaires des unités parachutistes sont également en manœuvre à Louest de Tarbes (opération *Acimonyx*) pour tester leur capacité à reprendre le contrôle d'une zone insurgée en moins de 12h dans un pays en crise, tandis que 450 assassins en uniformes franco-allemand et 90 véhicules traversent les villages du côté de Sarrebourg (opération *Calot rouge*) dans un exercice similaire à grande échelle qui se déroule jour et nuit en pleine campagne. Enfin, puisque dans ce pays truffé de centrales d'autres activités essentielles sont encore possibles, c'est un exercice civilo-militaire qui s'est déroulé pendant deux jours début novembre à côté de Bourges, basé sur un « *scénario d'accident nucléaire* », afin que les autorités kakies s'exercent in vivo à enfermer la population d'une manière autrement plus drastique.

Loin de constituer une simple opportunité pour profiter d'espaces publics dégagés par ce nouveau reconfinement, on sait que l'armée se prépare depuis longtemps à intervenir à l'intérieur même des frontières contre sa propre population sans se contenter de massacrer celles plus lointaines, dans le cadre de révoltes urbaines qui se généraliseraient ou de problèmes nucléaires. Mais la menace de cette mort-là, omniprésente, de masse et autrement plus visible qu'un virus, intéresse-t-elle seulement les automates productifs qui offrent plus de place encore à leurs bourreaux pour leurs entraînements grandeur nature au combat urbain en se confinant chez eux ? Pensent-ils vraiment que les patrouilles dans les rues armées de guerre en bandoulière pour éviter troubles et pillages tout en faisant respecter le strict confinement, comme ce fut par exemple le cas au printemps ici (opération *Résilience*), en Italie ou en Espagne, ne sont que symboliques en cette période de crise et d'instabilité, sans même parler des militaires de *Sentinelle* repassés de 3000 à 7000 dans les rues depuis mi-novembre et deux mois minimum ?

Flexibilité. Quand on dit que la situation actuelle constitue également une formidable possibilité pour la domination de se restructurer et d'accroître son emprise sur ses sujets, on en oublierait presque que certains ne l'ont pas attendue pour s'en saisir. Ainsi en est-il du géant hôtelier Accor (*Ibis, Mercure, Fl,...*), dont la fréquentation de ses structures a chuté depuis le printemps. Pourtant, habitué comme il l'est à traiter avec les plus nobles institutions du pays comme le ministère de l'Intérieur auquel il loue historiquement des chambres près des aéroports pour les transformer en cellules pour étrangers non admis aux frontières (les zones d'attente), le groupe Accor a rapidement trouvé un moyen de remédier à la chute de sa clientèle. Car devinez où ont bien pu loger une partie des militaires supplémentaires envoyés patrouiller dans les rues lors du grand confinement de printemps ? Chez Accor, bien entendu. Et qui refourge ses chambres à la préfecture de police après chaque expulsion de camps auto-organisés de migrants qui ne cessent pas, comme celui de 3000 personnes détruit par les CRS à Saint-Denis le 17 novembre ? Accor, ça va de soi. Certes, sa structure réactivée depuis fin octobre et nommée Ceda (*Coronavirus Emergency Desk Accor*) se vante plutôt de collaborer avec les hôpitaux pour pallier au manque de lits post-réanimation ou avec les ONG subventionnées qui font le sale travail de tri et de contrôle des indésirables chassés des rues et confinés pour le compte de l'Etat (SDF, migrants), mais il y a quelques jours son patron aux intérêts bien compris a aussi annoncé qu'il tenait à disposition du pouvoir 83 hôtels-Covid certifiés « all-

21/10, Malmö (Suède).

Sept coûteuses voitures *Tesla* garées sur un parking du concessionnaire homonyme et distantes les unes des autres partent en fumée dans la nuit.

21-22/10, Mugello (Italie).

En Toscane sur le Monte Giogo di Villore, la foreuse de l'entreprise *AGSM* effectuant des sondages en vue d'un futur champ d'éoliennes est sabotée : câble de l'accélérateur bloqué, tube du circuit aérodynamique coupé, pneus du tracteur utilisé pour transporter la machinerie perforés. Le lendemain, les tubes de carottage et les instruments des ouvriers sont retrouvés plus loin dans un fossé.

22/10, Salihorsk (Biélorussie).

Au sud de Minsk, le bâtiment administratif du Comité d'État de médecine légale est attaqué et des voitures sont incendiées sur le parking du bureau du Procureur.

23/10, Montgiscard (France).

En Haute-Garonne, une antenne de téléphonie est incendiée en illuminant une sombre soirée de couvre-feu. « *Sortons nos lampes à huile pour éclairer les ténèbres d'un monde dystopique* » dit notamment le communiqué.

24/10, Madrid (Espagne).

Trente-trois distributeurs de billets sont détruits dans différents quartiers en solidarité avec les anarchistes incarcérés au Chili, Mónica et Francisco. « *Pour l'expansion de la révolte, vive l'anarchie !* » conclut le communiqué.

27/10, Bapaume (France).

Dans le Pas-de-Calais, onze prisonniers du bâtiment C refusent de remonter en cellule et grimpent sur le toit

pour réclamer la fermeture du mitard. Des câbles et des tuyaux sont endommagés.

28/10, Salihorsk (Biélorussie). Le bâtiment de la police de circulation du district de Mazyr est incendié. Quatre anarchistes (Ihar Alinevich, Dmitry Dubovsky, Dmitry Rezanovich et Sergey Romanov) sont arrêtés peu après, près de la frontière ukrainienne, accusés de « terrorisme ».

28/10, Limassol (Chypre). Un rassemblement contre le couvre-feu, la 5G et la corruption déborde : près de 500 personnes partent en manifestation sauvage vers les quartiers riches, détruisant du mobilier urbain et jetant pierres et molotovs sur les flics. Une bagnole de police est entièrement détruite par les flammes, trois autres sont endommagées.

28/10, Berlin (Allemagne). Jets de pierres contre les bâtiments de la *Haute École de l'Économie et du Droit* (HWR), qui offre notamment des cours spécialisés pour les forces de l'ordre. Revendiqué en réponse à l'expulsion du Liebig34 et en solidarité avec les Trois du banc public.

28/10, Dresde (Allemagne). Trois voitures du promoteur immobilier *Vonovia* partent en fumée. Attaque dédiée aux occupant-e-s du Liebig34 à Berlin.

28/10, Fribourg-en-Brigau (Allemagne). Dans le Bade-Wurtemberg, une FAZ (Cellule d'action féministe) revendique l'incendie d'un utilitaire de la *Deutsche Bahn* et un second du consortium

safe » si ce dernier décidait de se lancer dans l'isolement sous contrainte des cas positifs, comme cela se pratique ailleurs. Depuis août, ce groupe a d'ailleurs également transformé les chambres de 250 de ses hôtels de Grande-Bretagne en « bureaux » pour télétravailleurs isolés.

Dans toute situation dite « de crise » planent des vautours qui savent tirer parti de la situation, et ce n'est certainement pas un hasard qu'à une époque où chaque appartement minimalement décent peut se transformer en chambres pour touristes, les structures hôtelières traditionnelles puissent à leur tour s'adapter selon les besoins de la domination en prison pour sans-papiers, en caserne pour militaires fourbus, en centre de quarantaine forcée ou en espace de télétravail. Quand l'uniformité dans la diversité vient écraser toute unicité, transformer la contrainte de la flexibilité en une flexibilité de la contrainte devient un art dans lequel beaucoup sont déjà passés maîtres...

Nourriture. Suite à l'imposition d'un second confinement fin octobre avec un nouvel état d'urgence allongé jusqu'au 1er avril 2021, une querelle de marchands a soudain surgi sur les plateaux cathodiques et dans les espaces virtuels où les opinions font depuis longtemps office d'idées. Le point d'achoppement n'était plus seulement le traditionnel combat des petits boutiquiers contre les grands épiciers, mais rien moins que la défense de la sacro-sainte culture. Un combat qui s'est conclut par une défaite en rase campagne, puisque l'État est alors passé d'une fermeture administrative sectorielle (les librairies) en brandissant le prétexte sanitaire, à l'interdiction de vente physique de listes de produits particuliers – comme le livre – quel que soit le lieu, conduisant par exemple l'ensemble des supermarchés à condamner les accès vers ces rayons-là avant de les vider.

Ce qui a échappé aux zélotes de la marchandise culturelle, blessés dans leur foi en un État garant de leur contribution à la paix sociale en matière d'évasion et de divertissement, est que même transformés en produits de masse standardisés, les livres sont désormais devenus d'une certaine façon dépassés face à multiplication des écrans connectés. Autrefois considérés comme une *nourriture de l'esprit* qui pouvait contribuer à lutter contre la stupidité et l'étroitesse religieuse, mais aussi ouvrir sur des mondes infinis, aiguïser sensibilités individuelles et critique sociale, le fait que ce nectar du cœur et de la pensée trône désormais en bonne place sur une liste d'articles « non-essentiels » prohibés à la vente directe, ne fait que souligner à la fois leur statut de marchandise banale et le caractère obsolète de cette dernière sous sa forme papier. Il est fini le temps où un Di Giovanni utilisait une partie du produit de

ses expropriations pour éditer les œuvres d'un géographe anarchiste, d'un Emile Cottin qui pouvait rationner ses repas afin de réserver sa maigre paye à dévorer toutes sortes d'ouvrages (et fichier une balle entre les poumons de Clemenceau), ou d'un Mohamed Saïl inconsolable de la perte de sa bibliothèque qui avait survécu à plusieurs séjours en prison pour finir saisie par les flics.

Pourtant, envers et contre tout, une petite statistique encourageante est sortie à la veille du second reconfinement : sur les neuf premiers mois de l'année, les cambriolages de commerces et de sociétés dans la capitale ont augmenté de plus de 50% par rapport à l'année précédente... et même les librairies n'y ont pas échappé ! Si soustraire un peu d'encre couchée sur le papier à ceux qui s'en servent seulement pour nourrir leur compte en banque est un geste aussi indispensable qu'estimable en temps ordinaire, peut-être reste-t-il en fin de compte des affamés de l'esprit qui savent en outre saisir l'occasion pour combler directement leur appétit. Si c'est le cas, pas besoin d'être grand clerc pour saisir le fil d'un cri de bataille déjà présent au Moyen-Age parmi celles et ceux qui aspiraient à une société sans argent : *ce que l'œil voit, que la main s'en empare.*

Manifestations. Fin octobre après l'annonce de nouvelles mesures restrictives, des révoltés ont entrepris de réviser l'architecture urbaine en procédant à quelques modifications enflammées, tandis que de petits groupes déléstaient plusieurs commerces (parfois de luxe) du contenu de leurs vitrines, lors de manifestations sauvages qui se sont déroulées dans plusieurs villes d'Espagne et d'Italie. Lors de ces manifestations ponctuelles et au-delà des moyens employés, comme lors de celles devant les lycées ici, c'est au fond un mouvement défensif qui a servi de déclencheur, afin de réclamer à l'Etat des aides ou encore une gestion sanitaire de l'épidémie plus comme ceci et moins comme cela dans différents domaines (l'école, le travail, la police). Mais nous, nous qui voulons détruire ce monde *avec* l'école, le travail et la police, nous qui ne voulons ni revenir à la normalité antérieure ni l'appuyer vers une nouvelle toute aussi désastreuse ? Sommes nous à ce point chacun dépourvus de perspectives qui nous soient propres face une situation inédite qui nous dépasse ? Tenter de déstabiliser de façon imprévisible et en ordre dispersé un système lui-même déjà en pleine restructuration serait par exemple certainement une gageure un peu effrayante. Mais qui a dit que l'inconnu de la liberté pour lequel nous nous battons devait offrir des garanties rassurantes ?



immobilier *Vonovia*. « *Vonovia est un acteur central de l'expulsion et l'année dernière, la Deutsche Bahn a fait brutalement expulser le campement queer-féministe DieselA.* »

29/10, Leipzig (Allemagne). En Saxe, un SUV est incendié au cours de la nuit. « *Beaucoup de haine pour l'État, le patriarcat et le capital et l'Europe.* »

29/10, Brême (Allemagne). Une voiture de police garée devant un commissariat ouvert 24h/24 est incendiée dans la nuit. « *Nous envoyons ici amour et force aux Trois du banc public. Quelle que soit l'issue du procès début novembre... il y aura d'autres attaques.* » Le 5 novembre, les trois anarchistes du Banc public à Hambourg seront finalement condamnés à 22, 20 et 19 mois de prison, et les deux incarcérés depuis 16 mois sortiront de prison.

29/10, Amboise (France). En Indre-et-Loire, deux classes, le hall d'accès et la toiture d'une école sont ravagés par les flammes peu avant 20h30.

31/10, Fontaines-sur-Saône (France). Dans le Rhône, un véhicule de la gendarmerie garé dans l'enceinte de leur caserne part en fumée au beau milieu de la nuit.

31/10, Berlin (Allemagne). Dans le quartier de Kreuzberg, jets de pierres et de peinture contre le campus technologique *Cuvry* et une agence immobilière. « *Paix aux chaumières, guerre aux palais* » conclut le communiqué.

NOVEMBRE 2020

2/11, Francfort (Allemagne). En Hesse, une voiture de l'entreprise d'équipement industriel et d'armement

ThyssenKrupp est dégradée et taguée « *Stop aux exportations d'armes* ». Le communiqué pointe l'implication de *ThyssenKrupp* dans des livraisons de matériel militaire à la Turquie et envoi des salutations solidaires aux *Trois du banc public*.

2/11, Toulouse (France).
Une antenne-relais 5G de *Orange* située dans le quartier Rangueil au cœur du campus de l'université des sciences part volontairement en fumée vers 6h du matin... avant de s'écraser au sol vers 10h malgré l'intervention des pompiers.

2/11, Nantes (France).
L'*Amicale des Boulistes Anti Propriotes* revendique le jet de boules de pétanques dans les vitres de l'agence *De Champsavin immobilier*. « *Crève la propriété, crève l'État !* » concluent-ils.

3/11, Thessalonique (Grèce).
La *Cellule de solidarité incendiaire* revendique celui du 12 octobre contre deux voitures d'une entreprise de sécurité privée, en « *réponse à l'appel pour la défense de nos structures* » [appel lancé par des squats expulsés ou sous menace d'expulsion] et en solidarité « *avec tous les compagnons incarcérés* ».

3/11, Leipzig (Allemagne).
En Saxe, incendie d'une voiture du promoteur immobilier *Instone Real Estate*. « *Vengeance pour le Liebig34. Liberté pour les Trois du banc public. Pour l'anarchie.* »

4/11, Nancy (France).
En Meurthe-et-Moselle, l'un des miradors de la prison de Maxéville situé au niveau du quartier femmes reçoit vers minuit des tirs de mortier d'artifice.

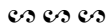
| A l'aube d'une ère nouvelle |

« *Un des aspects de cette quatrième révolution industrielle, c'est qu'elle ne modifiera pas ce que nous sommes en train de faire, mais qu'elle nous modifiera.* »

Klaus Schwabb, fondateur et président du *World Economic Forum* (WEF), qui vient de publier l'ouvrage *The Fourth Industrial Revolution*, suivi d'un autre, en pleine pandémie du coronavirus, Covid19. *The Great Reset*, où il exhorte à profiter de la crise sanitaire pour accélérer la naissance de « l'économie 4.0 »

Si l'on accepte la qualification de « révolution » pour désigner les transformations de l'économie capitaliste au cours de son histoire, c'est bien sûr dans le sens où certaines transformations ont impliqué un bouleversement important dans les rapports de production, les rapports sociaux, les hiérarchies sociétales, les mœurs et les coutumes. Mais le terme serait trompeur si on entendrait aussi par là un « changement de cap » radical, profond. De fait, depuis la mise en service de la vapeur et de l'eau pour mécaniser la production en remplacement d'une partie du travail manuel par la machine à vapeur et jusqu'à l'extraction de l'uranium et sa mise au service au sein des centrales nucléaires pour nourrir le complexe productif, l'orientation et la logique sous-jacente n'ont subi aucune « révolution ». Il s'agit toujours d'accumuler des profits, et pour accumuler, il faut que l'économie grandisse sans cesse. Sans croissance, les marges pour réinvestir et rentabiliser les profits sont trop faibles. Ce qu'on appelle le progrès moderne répond donc à deux exigences fondamentales : accroître la domination et augmenter l'accumulation. Les deux aspects – qui ont souvent été faussement opposés dans les figures de « l'État régulateur » et du « libre marché » – ont toujours avancé ensemble. L'ouverture de nouveaux marchés, la marchandisation de certains secteurs, l'extraction des ressources, la construction et le maintien d'infrastructures nécessaires à la production, tout cela n'aurait pas été possible sans la croissance de la puissance étatique, et à

l'inverse, cette croissance-là n'aurait pas été possible sans l'apport en crédits, produits, armes, technologies, par les complexes industriels capitalistes. Les débats ennuyeux sur les taux d'imposition des entreprises, le coût salarial, la compétitivité qui semblent opposer l'État au marché ne sont en gros que des bavardages : le « libre marché » n'a jamais existé et l'État a joué un rôle prépondérant, sinon indispensable, dans la croissance des grands complexes économiques. Pour ne donner qu'un exemple récent : les marchés financiers mondiaux, base du système monétaire mondial et souvent présentés comme le règne du capitalisme le plus authentique, le moins bridé par des régulations, ne peuvent tout simplement exister sans les États. Le « sauvetage » opéré après le crash financier de 2008 est très parlant à cet égard, et ne peut qu'étonner ceux qui croient à la fable très intéressée qui oppose État au capital.



Après une première période de mécanisation de la production, qui s'accéléra avec l'extraction massive du charbon pour nourrir les fours industriels, entre les années 1760 et 1870, vint une deuxième « révolution industrielle » qui généralisa la production de masse et l'expansion du complexe métallurgique et énergétique. C'est l'ère du pétrole et de l'électricité, des aciéries et du moteur à combustion. La « libération » de forces énergétiques jamais vues auparavant, à travers l'extraction du pétrole, rendra possible une augmentation vertigineuse de la production, et la première grande hécatombe mondiale d'une ampleur inouïe. Plus les sources énergétiques sont injectés dans la machine, plus elle s'étend à travers le globe. La construction de centaines de centrales nucléaires, promesses d'une source d'énergie électrique inépuisable (mais tout de même moins maniable et flexible que le pétrole), a scellé l'avènement de la mégamachine : un « complexe de civilisation » dont tous les secteurs et aspects deviennent interdépendants. Lorsque presque tous les territoires de la planète ont fini par être intégrés dans cette mégamachine et que la production de masse a fini par faire baisser les taux de profits avec des surproductions cycliques et des saturations de marchés, une nouvelle ère s'est amorcée. D'un côté, il

4/11, Schönebeck (Allemagne). En Saxe-Anhalt, les voitures de société de *Herrgesell*, expert-incendie dans le procès contre les compagnons.ne.s du Banc Public récusé pour ses sympathies avec l'extrême-droite, partent en fumée dans la nuit. « *Jusqu'à ce que tout le monde soit libre ! Contre l'État et sa justice, contre l'Allemagne et ses supporters !* » conclut le communiqué.

4/11, Hambourg (Allemagne). Un utilitaire de la plus grosse entreprise de BTP d'Europe, *Strabag*, constructeur de prisons et destructeur de la forêt de Dannenröder, part en fumée dans la nuit. « *Contre la destruction de tous les milieux de vie ! Solidarité avec les prisonniers ! Liberté pour toutes et tous !* » conclut le communiqué.

4/11, Bradford (Royaume-Uni). Dans le West Yorkshire, deux antennes 5G partent en fumée à quelques centaines de mètres de distance. La première dans le quartier de West Bowling vers 2h30, et la seconde au même moment dans celui de Bierley (où elle avait déjà flambé le 17 juillet avant d'être reconstruite).

5/11, Marseille (France). Trois cellules du centre de rétention (CRA) pour sans-papiers sont incendiées tandis que les reclus des autres bâtiments manifestent en criant *Liberté*.

5/11, Hambourg (Allemagne). Un utilitaire du promoteur immobilier *Gladigau* est incendié au cours de la nuit, la veille du verdict contre les Trois du banc public. « *Liberté pour les trois du banc public. Liberté pour tous les prisonniers. Des voitures en flammes contre la ville des riches.* »

5/11, Berlin (Allemagne).

Des *Groupes autonomes* revendiquent l'attaque contre la police de l'aéroport de Tegel (actuellement fermé pour raisons sanitaires). Cinq voitures de police et deux de leurs voitures privées sont détruites par les flammes. Attaque dédiée aux Trois du banc public : « *Amour et liberté pour les compagnons et compagnons incarcéré-e-s* ».

9/11, Montbéliard (France).

Dans le Doubs, un camion de *SOGEA*, filiale du constructeur de prisons *Vinci*, part volontairement en fumée dans le quartier de la Petite-Hollande alors que les ouvriers s'affairent plus loin. Le chantier est à l'arrêt.

9/11, Couzeix/Ponteix (France).

En Haute-Vienne, un câble de fibre optique *Orange* est décroché d'un poteau et volontairement sectionné, privant 5000 abonnés d'internet et de téléphone mobile.

10/11, Les Déserts (France).

En Savoie sur la station de ski de La Féclaz, l'engin de chantier chargé des travaux pour construire un lac artificiel destiné aux canons à neige artificielle est saboté dans la nuit : flexibles coupés et incendie partiel dans sa cabine. Quelques jours plus tard, c'est le local technique du stade de biathlon qui subit un début d'incendie.

11/11, Argenteuil (France).

Dans le Val d'Oise, les nombreux tirs de mortier d'artifice qui illuminent les nuits de confinement parviennent à faire flamber deux salles de classe d'une école, après qu'une fenêtre ait été forcée.

11/11, Saint-Mihiel (France).

En Meuse, le stand de tir des

fallait surmonter le problème des taux de profits qui baissaient, d'un autre il fallait répondre aux défis et menaces posés par des mouvements révolutionnaires des années 60 et 70. Début des années 80, l'électronique et les technologies numériques développées au sein du complexe militaro-industriel ont été intégrées dans toujours plus de processus de production. La disponibilité d'un gigantesque appareil capable de fournir toujours plus d'énergie à bas coût était fondamental pour permettre d'un côté l'automatisation de certains processus productifs et de l'autre la délocalisation des usines vers les régions plus périphériques. Pour libérer et stimuler l'accumulation nécessaire à ces investissements massifs, des clivages traditionnels ont été surmontés (entre la ville et la campagne, par exemple) et des secteurs jusque-là restés en marge ont été « libéralisés », un processus qui touche actuellement à sa fin dans la plupart des pays. Couplée à l'endettement endémique des pays dits « périphériques » soumis à des programmes massifs de développement d'infrastructures (au service de l'extraction des matières premières), la force financière ainsi libérée a permis une croissance ultérieure des capacités productives.

Aujourd'hui, on peut l'observer de façon très claire avec le grand bond en avant expérimental lié à la pandémie de Covid19, à quel point les processus d'automatisation ont été généralisés, y compris dans la plupart des régions auparavant considérées comme plus secondaires au sein de l'économie mondiale. Grâce aux technologies disponibles, cela permet désormais de se passer toujours plus de « travail manuel ». L'écrasante majorité des processus productifs sont aujourd'hui dirigés et gérés par le numérique. L'expérience actuelle de la mise en « travail à distance » de pans importants des activités économiques permet d'en mesurer le potentiel effrayant. Nous sommes à la veille de ce que le fondateur du WEF appelle, à l'instar d'autres « visionnaires », la « *quatrième révolution industrielle* ». Il s'agit de l'intégration et de la convergence des technologies numériques, physiques et biologiques dans une nouvelle vision de la planète et de l'humanité. L'industrie 4.0 implique la connectivité de masse (notamment à travers la 5G), l'intelligence artificielle, la robotique, l'automatisation de la logis-

tique et du transport, les nano- et bio-technologies, l'Internet des Objets, les blockchains, l'ingénierie génétique et des matériaux, les réseaux énergétiques intelligents,... Toutes ces technologies sont « disruptives », c'est-à-dire, qu'elles ont le potentiel de bouleverser radicalement les processus productifs précédents et les techniques d'accumulation « traditionnelles ». Si d'un côté leurs impacts climatiques s'annoncent désastreux, d'un autre même les grands capitaines d'industries technologiques ne cessent de mettre en garde depuis plusieurs années que l'automatisation à travers le numérique et la nouvelle étape robotique provoqueront un chômage de masse inouï.

Si une bonne partie des processus productifs au sein des usines sont déjà en large partie automatisés, d'autres secteurs vont aussi subir la même modification. Selon certaines estimations, vers 2035, 86 % de tous les emplois dans le secteur de la restauration, 75 % dans le secteur de la vente et 59 % des emplois dans le divertissement pourraient être automatisés. Au Royaume-Uni, sur la période 2011-2017, 25 % des emplois à la caisse des supermarchés ont été perdus, les caissiers et caissières étant remplacés par des machines de paiement. Le secteur des achats à distance et de la livraison à domicile est un autre secteur en pleine automatisation, où le grand modèle est l'organisation du travail en conséquence dans les entrepôts d'Amazon ou d'Alibaba. D'importantes expérimentations sont en cours dans plusieurs villes à travers le monde pour remplacer les livreurs humains par des robots et des drones. D'autres estimations plus générales parlent d'une perte de 54% des emplois au cours des deux prochaines décennies au sein de l'Union Européenne si l'extension et le développement de l'automatisation se maintient à la vitesse actuelle. Pensons encore à la généralisation prévisible des imprimantes 3D, qui permettrait de remplacer les ouvriers qui *fabriquent* des objets par des machines qui les *impriment*. Ou aux possibilités ouvertes par les algorithmes et les Big Data pour remplacer des employés derrière les guichets ou les bureaux, en faisant signer un contrat d'assurance ou même effectuer une consultation médicale par des *décisions automatiques*. Il est clair que la nature du travail va changer dans les années à venir.

matons, gendarmes mobiles et flics municipaux est entièrement ravagé par un incendie vers 2h30 du matin. Plusieurs armes ont aussi été dérobées à l'intérieur.

12/11, Rome (Italie).
Incendie quelques semaines plus tôt d'une voiture de patrouille garée devant une caserne de carabinieri. Revendiqué « *Contre toutes les cages. Complices de ceux qui luttent, à l'intérieur et à l'extérieur des prisons.* »

13/11, Périgueux (France).
En Dordogne, quatre feux sont allumés dans le collège catholique Sainte-Marthe vers 5h du matin, provoquant de nombreux dégâts. L'école doit fermer ses portes pour au moins une semaine.

14/11, Mandeville/Saint-Didier-des-Bois (France).
Dans l'Eure, deux armoires de fibre optique (des points de mutualisation) partent en fumée à une demie-heure d'intervalle au petit matin, privant les villages d'internet.

14/11, Louvroil (France).
Dans le Nord, une voiture de la police municipale est incendiée peu avant minuit sur le parking fermé de la mairie.

16/11, Assieu/La Chapelle-de-Surieu (France).
En Isère, une antenne relais de téléphonie mobile est incendiée à La Chapelle-de-Surieu, causant des dégâts sur les câbles qui fondent sous la chaleur. Quelques jours plus tôt non loin, à Assieu, ce sont les tiges filetés destinées à accueillir les pieds d'un futur pylône de la 4G qui avaient été sabotées à coups de masse.

La question du travail, de l'emploi, ne cessera donc de revenir au premier plan. L'endettement des États qui permet notamment d'octroyer une prime de survie sous forme d'aide sociale ou d'allocation aux expulsés du marché du travail peut sembler une solution, mais la volatilité et l'instabilité permanente sur les marchés financiers ne permettent guère de parcourir plus longtemps cette voie suivie tout au long du siècle dernier par les grands États capitalistes. Les luttes défensives pour l'emploi ne peuvent, plus que jamais, mener nulle part. Elles n'abordent d'ailleurs que très rarement, voire jamais, la vraie question qu'il serait à poser : voulons-nous la pérennité du système industriel qui ravage la planète et ses habitants ? A quoi est-ce que nous prêtons notre « force de travail » ? En ce sens, tout le mic-mac de luttes « contre le capital » souvent défendues par la gauche sont à critiquer, voire à désertier radicalement. Que s'est-il passé ces derniers temps dans l'Hexagone ? La délocalisation annoncée ou la fermeture nette d'usines automobiles, de pneumatiques, de l'aviation (civile et militaire) ? Certes, une fermeture ou la délocalisation d'une nuisance ici n'empêche pas la continuité de la croissance mortifère, notamment à travers l'automatisation, et oui cela implique un appauvrissement potentiel des anciens travailleurs. Mais « la défense de l'emploi », l'acceptation toujours plus massive des nouvelles formes de (télé-) travail de la part des syndicats et des exploités, les annonces grotesques d'un gouvernement qui veut « relancer l'industrie nationale »... tout cela fait désormais inexorablement partie de ce qu'il y a à combattre. Bien sûr qu'une restructuration de la production implique toujours son lot d'instabilité et d'incertitudes (cette instabilité est d'ailleurs devenue le « système » nerveux central de l'économie contemporaine) : c'est là qu'il faut passer

à l'offensive et ne plus rester à la traîne dans des conflits « d'arrière-garde ». Sinon, on finit par apporter de l'eau à un moulin non seulement décrépit, mais *éthiquement* inacceptable et *pratiquement* obsolète. Nous ne devrions pas nous prêter à défendre l'emploi chez un constructeur d'avions de chasse (comme *Airbus*, pour ne donner qu'un exemple), dans un port depuis toujours point névralgique du commerce international et en cours d'automatisation totale, chez un constructeur d'automobiles, dans une centrale nucléaire, au sein d'une raffinerie... Ni ne devrions prêter nos (maigres) forces à ce qui participe au renouveau capitaliste du monde, comme ces innombrables projets qualifiés de « durables » à l'image des éoliennes industrielles. Ce qu'il s'agit de faire, c'est d'essayer d'attaquer la production même, avec la perspective de sa destruction (et non pas de son réaménagement ou pour arracher quelques concessions salariales). Que ce soit en ciblant les nouveaux projets en voie de réalisation, en frappant directement les usines et les centres de production ou en sabotant ce qui permet leur fonctionnement (les infrastructures énergétiques et de communication, les réseaux logistiques, les interdépendances diverses et variées). Lorsque des travailleurs, galérant à préserver leur salaire et souffrant en sus d'une panoplie de maladies véhiculées par la production se mettent à détruire les outils de production (plus ou moins mortifères), ils peuvent trouver en nous des complices et des individus solidaires ; lorsqu'ils « luttent » pour préserver ces outils en leur octroyant en plus la mystification d'une certaine « utilité sociale », nous ne cesserons de pointer et d'attaquer leurs responsabilités dans le maintien et la défense d'un appareil productif qui nous détruit, et la planète avec. Moins que jamais, la perspective d'une autogestion des outils de production existant relève d'une pers-

pective véritablement révolutionnaire : la seule perspective révolutionnaire, oui, la seule, est la destruction de la production, et donc du travail.



La « quatrième révolution industrielle » n'est pas une simple évolution logique et linéaire qui ferait suite à la « troisième ». Elle pointe son nez à un moment où les imprévus et les incertitudes s'accroissent au-dessus de sa tête. Le chômage de masse n'en qu'un de ces aspects, et pas forcément le plus important (la domination ne s'est jamais privée de sacrifier des millions de personnes). Par contre, le problème climatique s'annonce de façon toujours plus pressante à travers l'accélération de phénomènes inouïs (comme les feux de forêts, les tempêtes ravageuses, les pandémies, l'extinction exponentielle des espèces,...) ; les limites de la disponibilité d'une énergie à bon marché (notamment sous forme de pétrole) laissent entrevoir un effondrement économique en quelques décennies (d'où d'ailleurs l'accélération des « énergies renouvelables », cependant bien insuffisantes pour fournir le carburant nécessaire au maintien de la croissance de la mégamachine) ; la « perte de l'âme », de toute boussole, la difficulté croissante à gérer les populations (toujours plus de régions du monde se trouvent en une sorte d'état permanent de guerre civile), la montée de fondamentalismes de toutes sortes, les explosions de rage et de désespoir ne répondant plus aux cadres « traditionnels » de la contestation, tout cela implique à différents niveaux des caps incertains et potentiellement dangereux à franchir pour les États, qui se dopent à coups de surveillance de masse, de militarisation croissante, de stratégies et de forces contre-insurrectionnelles, de prisons « intelligentes »...

Le terrible souhait du fondateur du WEF que la « quatrième révolution industrielle » finira par « nous changer » nous fait comprendre aussi où se trouvent les nouveaux terrains de l'accumulation et de la déprédation capitaliste. Car il ne s'agit plus seulement d'induire un consumérisme frénétique, de détruire les restes d'une certaine autonomie, de guider les comportements par une propagande incessante. Les nouvelles technologies et industries viseront de plus en plus à « nous découpler de nos corps et de notre compréhension de nous-mêmes comme faisant partie d'une biosphère et d'un biorythme, pour que cela soit de plus en plus perçu comme quelque chose que l'on peut acheter, mettre à jour et 'fixer', une série toujours adaptable et interchangeable de pièces mécaniques » (*The Fourth and Fifth Industrial Revolutions*, dans la publication 325, n°12, été 2020). En gros, la création d'un être dépendant de la chirurgie, de médicaments, de techno-psychiatries et d'appareils, connecté en permanence à de grandes banques de données tout en étant soumis aux influences, suggestions et impositions calculées par algorithmes.

Dix ans après les bombes atomiques larguées sur Hiroshima et Nagasaki, un érudit laissait libre cours à ses pires craintes quant aux transformations de l'humain en cours : « *En créant la machine pensante, l'homme a fait le dernier pas vers la soumission à la mécanisation, et son abdication finale devant ce produit de sa propre ingéniosité lui fournira un nouvel objet d'adoration : un dieu cybernétique. Il est vrai que cette nouvelle religion exigera de ses fidèles une foi plus aveugle encore que le Dieu de l'homme axial : la certitude que ce demiurge mécanique, dont les calculs ne pourront être humainement vérifiés, ne donnera que des réponses correctes...* » Que serait ce

« dieu cybernétique », sinon l'avènement de l'Intelligence Artificielle ? La course est définitivement engagée, le moloch numérique se nourrit jour après jour des données dont il a besoin pour grandir en puissance, les machines apprennent jour après jour et augmentent leur « capacité d'autonomie » (c'est-à-dire l'exécution de tâches complexes sans intervention humaine), la puissance de calcul nécessaire augmente toujours plus spectaculairement, les tentacules de fibres optiques et d'ondes, connectant humains, machines, plantes, sols et objets s'étendent rapidement. Qui plus est, les scientifiques à l'œuvre dans la création de ce démiurge peuvent s'appuyer solidement, en cas de défaut de légitimation, sur plus d'un siècle de rationalité scientifique comme seule source de vérité (et, en fin de compte, de valeur) en balayant tout ce qui s'y oppose comme de l'obscurantisme, du fondamentalisme ou du pessimisme paralysant.

L'heure de l'apparition de ce « dieu cybernétique » est peut-être bien plus proche qu'on ne le pense, ou peut-être est-il déjà là, cherchant, pas à pas, à s'installer dans le monde plutôt que d'annoncer son avènement définitif au son de trompettes. Ce qui est certain, c'est que la vitesse avec laquelle les différents secteurs de recherche, de production et de gestion des populations convergent augmente rapidement. Les techno-fantaisies d'hier sont en passe de devenir rapidement des réalités. Qui aurait ainsi cru que le système productif pouvait *réellement* se permettre de passer en un rien de temps un vaste nombre d'emplois en télétravail sans mettre en danger les processus productifs ?



Il est difficile de saisir l'ensemble des aspects qui vont déterminer cette nouvelle ère. Même les visionnaires modernes y

vont à tâtons. Mais certains processus se dégagent de plus en plus clairement dans la nébuleuse qui va accoucher d'un nouveau monde. L'installation du réseau 5G en est certainement un, et c'est une bataille qu'il s'agit de livrer maintenant. La 5G fait partie de piliers de la transformation de l'économie et offrira à l'État un outil particulièrement puissant de contrôle des populations. C'est peut-être le « premier » combat d'envergure à la veille de la « quatrième révolution industrielle », un combat qui vaut la peine d'être mené avec toute la créativité et l'audace que nous avons en nous.

Un premier pas, en somme, pour entrer pleinement dans la danse et se retrouver au milieu des hostilités, face à face avec un ennemi qui ne cessera d'anesthésier les consciences et la pensée à coups de promesses terriblement fabuleuses.



| S'il vous plaît, restons les pieds sur terre ! |

Si vous défendez la thèse de la destruction du travail, vous finirez toujours par trouver quelqu'un, y compris parmi les anarchistes, qui vous répondra : « *Et demain ? Si nous ne travaillons pas, qu'est-ce que nous mangerons demain ?* »

Voilà, si vos oreilles entendent cette question, cela veut dire que vous vous trouvez face à un anarchiste pragmatique ou, plus précisément, devant un compagnon qui a les pieds sur terre. Bref, un de ceux qui lorsque vous lui demandez s'il considère encore significatif le rôle de la classe ouvrière dans la lutte entre dominants et dominés, vous répondra sur-le-champ : « *Absolument !* »

Ne vous risquez pourtant pas à lui demander ce que signifie être réalistes, ou mieux, pragmatiques. Ses réponses pourraient pendant longtemps hanter vos rêves.

Il vous parlera en effet de la nécessité de rester proches des conditions de la lutte de classe, de ne pas se placer idéologiquement au-dessus de la tête des gens, en gros de ne pas devenir une avant-garde du prolétariat à part entière. Et il rajoutera juste après, de façon plus ou moins suave, que sa thèse n'est pas dictée par les conditions d'efficacité dans la lutte, par des résultats objectifs et immédiats, en somme par le déterminisme politique, mais uniquement par le besoin de rester aux côtés des exploités dans les moments où ceux-ci manifestent leur capacité maximale de réponse à la domination du capital, donc au moment du travail.

Certes, une réponse vous viendra immédiatement sur les lèvres (que je vous conseille de garder pour vous), en ayant envie de dire : « *Mais cette thèse que tu défends, n'est-elle pas elle aussi une idéologie camouflée ? C'est-à-dire, un ensemble d'idées qui ont désormais perdu tout contact avec la réalité ?* » Et si vous continuez ainsi, vous ressentirez l'envie de dire que la classe ouvrière n'existe plus, qu'elle a été fragmentée par les interventions du capital et son mariage historique avec les nouvelles technologies, et que par conséquent toute pratique réformiste de revendications et de défense est désormais devenue un soutien à cette même stratégie de domination et d'annihilation. Mais toute clarification supplémentaire de votre part serait à mon avis inutile.

Le réalisme ou le pragmatisme politique, peu importe, est une maladie pernicieuse et peu visible. Elle s'insinue dans la pratique de ceux qui ne voient la réalité qu'en termes de schémas de causalités et n'en sortent plus. Chaque gradualisme est en effet extrêmement convaincant. Il reconforte au moins sur ce qui va arriver à court terme, en éloignant ainsi les peurs du véritable futur, de cette sortie qui tôt ou tard finira par tous nous englober. Ce faisant, nos compagnons pragmatiques et réalistes nous disent qu'un point essentiel de la lutte est de faire en sorte que les erreurs du passé ne puissent pas se reproduire. Plus jamais le fascisme ! Voilà leur réponse. Et tout en regardant en arrière vers ces vieilles formes de fascisme, ils perdent de vue les nouvelles formes qui en apparence n'ont rien de ce fascisme

antique, mais qui sont des fascismes peut-être pires que celui du passé.

Le compagnon qui réplique avec un air de suffisance que quand on ne travaille pas on ne peut pas manger, que donc toute thèse qui insiste sur la destruction du travail est hasardeuse et en dehors de la réalité, défend lui-même une thèse qui veut coller à cette réalité, mais ne se rend pas compte que de cette façon on finit par la justifier et par en être prisonnier. Il n'est pas intéressé par un débat sur les idées, sur les problèmes de méthode, il veut seulement qu'on précise les résultats à obtenir, et qui n'ont pas de sens s'ils ne peuvent être interprétés de façon quantitative : des hommes et des choses à compter, des secteurs de la réalité à impliquer dans ses propres projets, des dynamiques sociales à comprendre pour mieux les orienter. Ses idées et ses méthodes sont celles qui ont donné des fruits par le passé, et aucune réflexion critique, aucune discussion qui pourrait les remettre en question n'est acceptée.

Toute idée qui pourrait menacer cette quête de consensus parmi les exploités, qui pourrait avoir l'air de présenter les révolutionnaires anarchistes comme des subversifs de tout ordre constitué, et donc aussi de ce qui pourrait légitimement donner vie à une expropriation des moyens de production en faveur des exploités actuels, eh bien, toute idée de ce genre doit être écartée, sinon adieu expropriation, adieu passage vers toute possible société libérée future.

Les expérimentations ne peuvent être réalisées que par de petits groupes – affirmerait ce compagnon dans sa vision illuminée pragmatiste de la lutte –, qui n'ont eux-mêmes pas de sens du point de vue de la lutte de masse.

Cette mentalité présente quelques caractéristiques supplémentaires. Première-

ment, elle obéit au fond à une vision technique de la réalité, à une vision évolutive qui tient compte des conditions données et prévoit une évolution objective qu'elle se contente d'assister en lui offrant des possibilités de débouchés partiels au sens mélioratif. La fonction de l'*absolument autre* n'est pas même prise en considération, pas même au niveau de petits groupes, car l'admettre par le biais des hypothèses vues plus haut finit immédiatement par devenir condamnation et prise de distance, pile au moment où cette expérimentation devait prendre forme et consistance. Deuxièmement, cette mentalité accepte la technologie comme un pilier de n'importe quel vivre ensemble moderne, ne prévoyant donc une possible société future qu'à partir d'un usage différent de la gestion technologique actuellement faite par le pouvoir. Troisièmement, elle ne réussit pas à se libérer de sa propre tâche institutionnelle, qui reste celle d'exorciser la peur de l'avenir comme une peur de l'imprévisible. Tout forçage concernant le gradualisme des méthodes finit tôt ou tard par se heurter à des problèmes insolubles, donc par faire réapparaître l'inconnu comme ennemi et le connu (la conservation de l'existant) comme un point à ne pas laisser aux mains des barbares.

Répondre à ces conditions mentales avec nos thèses sur l'*absolument autre* est souvent pure perte de temps. Chaque époque, depuis les ténèbres des origines de l'histoire, a toujours été traversée par l'ombre longue des bureaucrates.

Il faudrait autre chose, bien autre chose.

Alfredo M. Bonanno.

Canenero n°26, mai 1995
(traduit de l'italien)

Revue, livres & journaux



La guerre du sous-sol. Le champ de bataille des matières premières, ed. cahiers anarchistes internationalistes Hourriya n°6, été 2020, 200 p.

Suite aux deux derniers cahiers de *Hourriya* qui s'étaient penchés sur le technomonde (*Voyage vers l'abîme. Réflexions éparses sur le technomonde*, n°4) et sur la guerre (*Rompre les rangs. Contre la guerre, contre la paix, pour la révolution sociale*, n°5), voici un nouveau cahier qui s'est donné pour objectif de creuser les sous-sols de la domination. Une vaste tâche, et c'est au fil de différents articles que nous commençons à apercevoir l'immensité du rôle réservé aux matières premières au sein de la domination contemporaine. L'introduction annonce la couleur : « *Parce que sans cet exercice d'observation, sans ce regard méticuleux, notre agir peut se perdre dans des couches d'allégories, de symboles, d'enseignes, d'hologrammes, de personnages publics, de vitrines... en restant toujours trop loin de ce fameux noyau dur, de ces lieux, de ces infrastructures dont dépend – en bonne partie – l'existence matérielle de la société toute entière.* »

En effet. Ce qui ne manque pas, ce sont les livres et les études sur les ravages provoqués par l'industrie minière. Ce ne sont pas les récits d'atrocités et de dévastations qui sont au cœur de la *mégamachine* qu'est notre monde, mégamachine au sens où toutes ses structures sont interdépendantes, formant un ensemble, vieux de 500 ans et s'étendant désormais à travers toute la planète, voué à l'accumulation d'argent et de pouvoir. Ce ne sont pas les dénonciations écologistes ou droit-de-l'homnistes qui font défaut. Ce qui fait défaut, malgré

de louables brochures et les quelques livres qui traînent ici et là, ce sont des analyses qui suggèrent des pistes d'intervention, des angles d'attaque. Ainsi, dans ce cahier, nous trouvons autant les récits de luttes et de résistances acharnées comme par exemple en Amérique Latine, où un vaste plan de constructions d'infrastructures (le plan « IIRSA ») est en cours pour ouvrir encore plus les portes du continent au capitalisme, et principalement à l'exploitation minière (dont dépendent les économies et les États de quasi tous les pays du continent), que des bribes de luttes dans des contextes, comme en Europe, où elles ne s'appuient pas sur de petites communautés encore relativement en marge du marché mondial et de l'emprise étatique. Le cahier ne donne pas seulement des suggestions d'attaque en parcourant les différentes filières de l'extraction, mais s'aventure aussi dans le domaine plutôt inconnu et certes ténébreux des négociants des matières premières, ces énormes mastodontes du commerce mondial qu'on retrouve, de fait, partout, mais qui fuient toute publicité.

Certes, le tableau dressé est sombre, mais ce n'est pas lié aux auteurs de ce cahier. Le tableau est sombre, parce que la réalité qu'il essaie de refléter est sombre et triste. Si la domination moderne est basée sur l'extraction et l'exploitation inouïe des matières premières et de sols, on ne s'épargnera pas la prise de conscience que tout, absolument tout, est basé sur la dévastation et un énorme fleuve de sang, et cela depuis le début des « Temps Modernes ». La mégamachine qui s'est lancée à travers la

construction des États modernes et l'ouverture du marché, détruisant les communautés villageoises et leurs moyens de subsistance autarcique, n'a qu'une seule histoire : la mort. Se retrouver face à ce monstre hideux ne peut qu'être une expérience profondément traumatisante, comme elle l'est jour après jour pour les villages ravagés en Afrique par les mines et les guerres qui l'accompagnent invariablement, pour les groupes amazoniens en Amérique Latine déchirés par les dévastations et les massacres, pour les habitants du Moyen-Orient soumis à des guerres perpétuelles, pour de vastes masses en Asie acheminées vers les usines d'où sortent les marchandises consommées partout.

Et pourtant, malgré les traumatismes et le désespoir, des révoltes éclatent, des luttes sont menées, des soulèvements perturbent la bonne marche du progrès. C'est ce souffle de vie qu'il nous faut.

Pour commander le cahier :
hourriya_fr@riseup.net



Jack Déjean, **Métropolis**, auto-ed. (Caen),
septembre 2020, 200 p.

Une fois refermé l'ouvrage de Déjean, on pourrait dire qu'il est à la fois emballant et agaçant, ce qui n'est pas forcément un défaut. En réalité, les métropoles, ou plus exactement l'urbanisme, en sont bien le fil, mais il nous semble que c'est en réalité l'anarchie qui en constitue le cœur.

Pour le résumer grossièrement, on pourrait dire qu'il développe d'abord sur une première cinquantaine de pages une histoire des villes à partir du néolithique, en s'appuyant sur les incontournables Mumford et Scott. Si on voulait porter une critique à cette partie fluide et vivante, ce serait l'usage trop passe-partout et abondant de l'adjectif

«populaire» qui finit par créer de la confusion, mais aussi le rapport un peu trop étroitement économique et linéaire de cette histoire. Puis, une fois arrivé à la période contemporaine, cinq exemples nous sont alors donnés en autant de petits chapitres (Caen, Cherbourg, Lille, Saclay, Grenoble), qui offrent autant d'occasions soit de démonter l'idéologie qui les porte (Rifkin pour Lille par exemple), soit de détailler leur logique (nucléariste ou de technopole) avec autant de noms et d'adresses de projets auxquels s'en prendre, tout en y insérant des textes critiques (tracts, analyses ou communiqués d'attaque) produits localement.

Mais le plus important à nos yeux est peut-être le dernier tiers du bouquin, qui aborde non seulement de fines critiques et perspectives d'une actualité brûlante –sur la technologie et les dites smart cities, le confinement et la médecine, la mise en mesure du monde... mais aussi la vision anarchiste de l'auteur. Deux chapitres en particulier, l'un sur le rapport entre l'individu et le social et l'autre conclusif sur « *les communautés humaines désirables* » auront largement de quoi faire débattre après leur lecture. On pourrait bien sûr commencer à aborder ici nombre de points qui nous titillent (sur la notion «*d'individus meilleurs*» p.187, l'énumération de sentiments et de rapports improductifs de mondes nouveaux p.180 ou ces étranges «*lieux décisionnels non séparés*» p.141, entre autres), mais comme en fin de compte ces réflexions restent ouvertes en s'inscrivant clairement dans une perspective de destruction de l'existant sans alternativisme, puisque «*le positif ne peut surgir que du négatif à l'oeuvre*», nous laisserons à chacun chacune le soin de les découvrir d'abord... quitte à y revenir ici ou ailleurs par la suite.

Pour commander le livre :
jackdejean@riseup.net

